



Fideliance Audit

105 rue du Faubourg Saint Honoré
75008 Paris

Tél : +33 (0)1 43 80 10 98

www.fideliance.fr

**ECOLE DE LA 2^{ème} CHANCE EN ESSONNE
(E2C ESSONNE)**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social

**2 A avenue du Front Populaire – ZI du Bois de l'Epine
91130 – RIS ORANGIS**

Siret : 449 720 861 00045

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 Décembre 2025**

*Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Paris – Ile-de-France – Membre de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Paris
SAS au capital de 390 670 € - RCS Paris B 302 316 674 – TVA intracommunautaire FR 34 302 316 674*

Fideliance Audit est un membre indépendant de Crowe. Chaque cabinet membre est une entité commerciale indépendante. Fideliance Audit n'est pas responsable pour toute action ou omission de Crowe Global ou d'un autre membre du réseau.
© 2026 Fideliance Dauge

Audit | Commissariat aux comptes | Evaluation | RSE

A l'Assemblée Générale des Membres de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ECOLE DE LA 2^{ème} CHANCE EN ESSONNE – E2C ESSONNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points exposés dans la note « Règles et méthodes comptables – Changements comptables » de l'annexe des comptes annuels, relative à l'application du nouveau PCG, ANC n°2022-06 du 5 novembre 2022 et de plus particulièrement des impacts sur le traitement des charges exceptionnelles et des transferts de charges.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Comme mentionné ci-dessus, la note « Règles et méthodes comptables – Changements comptables » de l'annexe expose le changement de méthode comptable survenu au cours de l'exercice résultant de la première application du règlement ANC 2022-06 du 5 novembre 2022 relatif au nouveau plan comptable. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration du 9 avril 2026.

RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

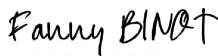
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante

Fait à Paris, le 12 mai 2026

Le Commissaire aux comptes
FIDELIANCE AUDIT
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Fanny BINOT

Signé par :

5BCEC912FF4843F...

ANNEXE : DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2025 au 31/12/2025			Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Brut	Amort. Dép. (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement				
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires	38 476	33 871	4 605	
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. incorp. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	243 996	143 878	100 118	28 879
Instal. techniques, matériel et outillages indus.	135 152	134 852	300	3 085
Autres immobilisations corporelles	418 139	403 669	14 470	17 489
Immo. corp. en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	53 971		53 971	52 075
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ II	889 734	716 270	173 464	101 527
Comptes de liaison				
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	554 817		554 817	425 900
Charges constatées d'avance	85 466		85 466	83 775
Valeurs mobilières de placement				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	1 364 235		1 364 235	1 378 896
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT IV	2 004 518		2 004 518	1 888 571
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif				
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I à VII)	2 894 252	716 270	2 177 982	1 990 098

Bilan Passif

Bilan Passif	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	930 112	930 112
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	174 208	174 208
Réserves pour projet de l'entité	230 507	121 022
Autres réserves		
Report à nouveau	-202 489	-202 489
Excédent ou déficit de l'exercice	6 821	109 485
Situation nette	1 139 158	1 132 338
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	295 276	281 765
Provisions réglementées		
TOTAL DES FONDS PROPRES I	1 434 434	1 414 103
Autres fonds propres		
Montant des émissions de titres associatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL DES AUTRES FONDS PROPRES I bis		
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		28 306
TOTAL DES FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS III		28 306
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	159 087	67 657
Provisions pour charges	80 530	65 871
TOTAL DES PROVISIONS IV	239 617	133 528
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	127 043	51 062
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	295 615	325 081
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		25 544
Produits constatés d'avance	81 272	12 474
TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES V	503 931	414 161
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I à VI)	2 177 982	1 990 098

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Vente de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	19 454	19 309
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 460 360	2 443 038
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	1 000	10 907
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	46 666	32 368
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	43 257	11 795
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés	28 306	21 694
Autres produits	1 270	1 787
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	2 600 313	2 540 898
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	910 232	786 429
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	104 343	97 497
Salaires	931 386	923 533
Cotisations sociales	455 932	455 431
Dotations aux amortissement et dépréciations	25 868	41 664
Dotations aux provisions	149 346	76 486
Valeurs comptables des immo. incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés		10 000
Autres charges	14 220	13 653
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	2 591 328	2 404 692
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	8 985	136 206
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	8 349	12 553
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produit des cessions d'immobilisations financières		
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	8 349	12 553

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
Charges financières		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	8 349	12 553
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV)	17 335	148 759
Produits exceptionnels V		7 555
Charges exceptionnelles VI	9 720	45 630
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-9 720	-38 075
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	794	1 199
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	2 608 663	2 561 006
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	2 601 842	2 451 521
EXCÉDENT OU DÉFICIT	6 821	109 485
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	5 580	4 314
Bénévolat		
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	5 580	4 314
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	5 580	3 565
Prestations en nature		749
Personnel bénévole		
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	5 580	4 314

Règles et méthodes comptables

Présentation de l'association

L'association Ecole de la 2ème chance "E2C Essonne", association loi du 1er juillet 1901, déclarée le 17 octobre 2003, destine son action aux jeunes adultes, ayant dépassé l'âge de la scolarité obligatoire, sortis du système scolaire sans diplôme ni qualification et rencontrant, de ce fait, de grandes difficultés d'insertion aussi bien sociales que professionnelles.

L'objectif et les méthodes d'intervention proposées visent à développer chez les jeunes concernés la motivation, les capacités d'apprendre, les connaissances de base et les aptitudes sociales en aidant chacun d'eux à identifier, à construire et à valider leur propre projet d'insertion sociale et professionnelle.

L'E2C inscrit son action dans l'esprit et la lignée des opérations similaires conduites au sein du réseau européen des Ecoles de la 2ème chance présent désormais dans plus de 10 pays de l'Union Européenne.

L'association E2C Essonne est implantée sur 3 sites :

- Le site Centre Essonne "1ère antenne" (et également siège de l'Association)

ZI du Bois de l'Epine
11 avenue Joliot Curie
91 130 RIS-ORANGIS

- Le site Nord-ouest Essonne "2ème antenne"

22 avenue de la Baltique
91 953 COURTABOEUF

- Le site Sud Essonne "3ème antenne"

14 rue Magné
91 150 ETAMPES

Généralités et textes applicables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2025 dont le total du bilan avant répartition est de 2 177 982 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 6 821 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, actualisé du règlement 2023-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception induits par le nouveau PCG ANC 2022-06 détaillés dans le paragraphe « changements comptables »,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques

- Poursuite du renforcement des relations partenariales,
- Progression dans la structuration de l'offre de formation et du champ de l'animation et des contenus pédagogiques,
- Sensibilisation des jeunes au CQP PSGE,
- Foulées de Courtaboeuf,
- Développement de l'activité sur le territoire du Sud Essonne (Site d'Etampes)

Méthode des coûts historiques

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changements comptables

L'entité, relevant du secteur de l'Économie Sociale et Solidaire, applique pour la première fois le règlement ANC n° 2022-06, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2023 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025. Ce règlement modernise le Plan comptable général, notamment en actualisant la nomenclature des comptes et en rénouvant la présentation des états financiers, désormais recentrés sur des modèles simplifiés et adaptés aux informations significatives à fournir en annexe.

Les organismes sans but lucratif, associations, fondations, structures de l'ESS et autres entités relevant d'un règlement sectoriel demeurent soumis à l'obligation d'appliquer l'ensemble des articles du PCG relatifs à l'annexe, sans possibilité de recourir à des versions simplifiées. L'annexe doit donc retraduire de manière explicite les changements de présentation, les reclassements opérés et les incidences significatives permettant d'assurer la comparabilité avec l'exercice précédent.

Les principales modifications introduites par le règlement ANC n° 2022-06 comprennent :

- La suppression de la technique des transferts de charges, entraînant la disparition des comptes 791/796/797 et le reclassement des opérations correspondantes selon leur nature dans le résultat d'exploitation ou financier.
- La nouvelle définition du résultat exceptionnel, limité aux événements majeurs et inhabituels ayant un impact significatif sur l'appréciation des comptes, ainsi qu'aux écritures d'origine purement fiscale ou liées à un changement de méthode comptable.
- La mise à jour du plan de comptes, pouvant nécessiter l'adaptation des outils de suivi analytique et des reportings financiers utilisés dans le pilotage des structures ESS.

La première application de ce règlement n'a pas d'effet rétroactif sur les exercices antérieurs, à l'exception des reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles d'états financiers. Les changements introduits sont présentés dans la présente annexe afin d'assurer une compréhension fidèle et transparente de leur impact sur les comptes annuels.

Les changements pour l'E2C91 se limitent à :

- les transferts de charges (compte 791000) 5 k€ ont été reclassés dans un compte 625700 "Frais repas et réceptions",
- la provision retraite présentée dans un compte de bilan 153000 ont été reclassés dans un compte 152100.

L'ensemble de ces reclassements sont jugés non significatifs et n'ont pas nécessité la production d'un bilan et d'un compte de résultat proforma.

Informations relatives aux opérations inscrites au bilan et compte de résultat

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées au coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Amortissements

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- o Logiciels : 1 an,
- o Agencements et aménagements : 5 à 10 ans,
- o Matériels pédagogiques : 3 à 5 ans,
- o Matériels de transport : 5 ans,
- o Mobilier de bureau et informatique : 3 à 5 ans,
- o Mobilier de bureau : 3 à 10 ans.

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 747000.

Provision pour risques et charges

Une provision pour risques est présente à la clôture de l'exercice pour 159 087 € dont 79 687 € au titre d'un risque de non restitution de la subvention régionale.

Une provision pour charges a été comptabilisée sur les exercices antérieurs pour 31 424 € pour couvrir un risque commercial suite à la résiliation d'un contrat. Ce risque persiste en 2025, il a été décidé de maintenir la provision.

Une nouvelle provision pour charges de 10 000 € a été constatée pour faire face au futur départ à la retraite de l'intervenant mis à disposition par l'E2C du Val de Marne.

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

Les droits acquis consiste à évaluer la valeur actuelle probable des droits qui seront acquis en fin de carrière en fonction de l'ancienneté constatée à la date d'évaluation pour tous les salariés présents et des augmentations de salaires.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 4.04%
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de charges sociales et fiscales : 58%
- Table de mortalité : INSEE 2020-2022
- Taux de turnover : 1% constant
- Départ à l'initiative du salarié.

La valeur actuelle probable des indemnités à verser au 31/12/2025 s'élève à 104 006 €. La dette actuarielle s'élève à 39 106 € et comptabilisée dans les comptes.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés présents au 31/12/2024 ont été repris en intégralité pour un montant de 28 306 € au titre de 2025 (fonds pour un recrutement et pour le projet des Camps).

Contributions volontaires en nature

EDF a souhaité organiser la mobilité de salariés dans le cadre de projets de mécénats de compétences. La mobilité de ces salariés d'EDF est organisée dans le cadre d'un prêt de salariés à titre gratuit au bénéfice de l'Ecole de la Deuxième Chance - Essonne dans le cadre d'un mécénat de compétences, conformément à la loi n°2003-709 du 1er août 2003.

La valorisation de ce mécénat a été faite en fonction du nombre d'heures passés et la rémunération des personnes mis à disposition.

L'association bénéficie d'une mise à disposition gratuite de locaux pour son site d'Etampes.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Autres informations

Honoraires : Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 5 996 € TTC.

Effectifs : l'ETP moyen annuel de l'E2C est de 22.95 ETP au 31/12/2025.

Informations relatives aux stagiaires de l'E2C

Les stagiaires de l'E2C Essonne perçoivent une rémunération qui est versée directement par le CNASEA.

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-580, l'association doit indiquer dans l'annexe aux comptes annuels le total des rémunérations et avantages versés aux trois plus hauts cadres dirigeants.

L'information qui serait fournie dans le cadre de cette obligation reviendrait à donner la rémunération d'une seule personne, ce qui serait contraire aux règles de confidentialité en matière de publicité des rémunérations et avantages.

Il est précisé qu'aucun administrateur de l'association n'est rémunéré pour ses fonctions.

Etat des immobilisations

État des immobilisations	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires	32 188	6 288		38 476
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	32 188	6 288		38 476
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	172 723	78 424	7 151	243 996
Installations techniques, matériel et outillages industriels	135 152			135 152
Autres immobilisations corporelles	406 942	11 197		418 139
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	714 817	89 621	7 151	797 287
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	52 075	1 897		53 971
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	52 075	1 897		53 971
TOTAL GÉNÉRAL	799 079	97 806	7 151	889 734

Augmentations	Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
		Virements			Entrées	
		De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Total immobilisations incorporelles	6 288			6 288		
Total immobilisations corporelles	89 621			89 621		
Total immobilisations financières	1 897			1 897		
TOTAL GÉNÉRAL	97 806			97 806		

Diminutions	Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
		Virements			Sorties	
		De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Total immobilisations incorporelles						
Total immobilisations corporelles	7 151			7 151		
Total immobilisations financières						
TOTAL GÉNÉRAL	7 151			7 151		

Commentaires : néant

Etat des amortissements

État des amortissements	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires	32 188	1 683		33 871
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	32 188	1 683		33 871
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	143 844	7 185	7 151	143 878
Installations techniques, matériel et outillages industriels	132 067	2 785		134 852
Autres immobilisations corporelles	389 453	14 216		403 669
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	665 364	24 186	7 151	682 399
Immobilisations financières				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
TOTAL GÉNÉRAL	697 553	25 868	7 151	716 270

Dotations	Dotations de l'exercice	Ventilation des dotations			
		Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon le mode linéaire	Sur éléments amortis selon un autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles	1 683		1 683		
Immobilisations corporelles	24 186		24 186		
Immobilisations financières					
TOTAL GÉNÉRAL	25 868		25 869		

Diminutions	Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
		Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	7 151			7 151
Immobilisations financières				
TOTAL GÉNÉRAL	7 151			7 151

Commentaires : néant

Etat des créances et des dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres immobilisations financières	53 971		53 971
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues par legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	99	99	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	15 275	15 275	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	466 680	466 680	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	71 203	71 203	
Charges constatées d'avance	85 466	85 466	
TOTAL	692 694	638 723	53 971

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances de 1 à 5 ans	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :	- A 1 an max. à l'origine - A plus d'1 an à l'origine			
Emprunts et dettes financières diverses (1)				
Fournisseurs et comptes rattachés	127 043		127 043	
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	123 115	123 115		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	159 107	159 107		
Impôts sur les bénéfices	981	981		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	12 412	12 412		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	81 272	81 272		
TOTAL	503 931	376 887	127 043	

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

Commentaires : néant

Variation des fonds propres 431-5

(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	930 112				930 112
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	295 230	109 485			404 715
Report à nouveau	-202 489				-202 489
Excédent ou déficit de l'exercice	109 485	-109 485	6 821		6 821
Situation nette	1 132 338		6 821		1 139 158
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	281 765		20 000	6 489	295 276
Provisions réglementées					
TOTAL	1 414 103		26 821	6 489	1 434 434

Tableau de mouvements des subventions d'investissement

Nature des subventions	Affectation	Montant à l'origine	Report au résultat de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
SUBVENTIONS EQUIPEMENTS	81 102	32 604	6 489	26 115
SUBVENTION TA ETAMPES	130 000	130 000		130 000
SUBVENTION TA VILLEBON	40 000	40 000		40 000
SUBVENTION TA SITES	180 183	99 161		99 161
TOTAL	431 285	301 765	6 489	295 276

Variation des fonds dédiés - Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
RECRUTEMENT CDD 24/25	18 306		18 306				
PROJET CAMPS E2C	10 000		10 000				
TOTAL	28 306		28 306				

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Etat des provisions

Nature des provisions	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la clôture de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées					
Provisions réglementées pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
TOTAL DES PROVISIONS RÉGLEMENTÉES					
Provisions pour risques					
Provisions pour :					
- Litiges					
- Garanties données aux usagers					
- Amendes et pénalités					
- Pertes de change					
- Pertes sur contrats					
Autres provisions pour risques	67 657	134 687	43 257		159 087
TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES	67 657	134 687	43 257		159 087
Provisions pour charges					
Provisions pour :					
- Pensions et obligations similaires	34 447	4 659			39 106
- Restructurations					
- Impôts					
- Renouvellement des immobilisations - entreprises concessionnaires					
- Gros entretien ou grandes révisions					
- Remise en état					
- Legs ou donations					
Autres provisions pour charges	31 424	10 000			41 424
TOTAL DES PROVISIONS POUR CHARGES	65 871	14 659			80 530
TOTAL DES PROVISIONS	133 528	149 346	43 257		239 617

Commentaires : néant

Etat des dépréciations

Nature des dépréciations	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Créances clients				
Autres dépréciations				
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT				
TOTAL GÉNÉRAL				

Commentaires : néant

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
Montant des émissions de titres associatifs		
Avances conditionnées		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 443	29 559
Dettes sur legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	198 181	223 705
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	224 624	253 264

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	15 203	
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	2 355	4 372
TOTAL	17 559	4 372

Commentaires : néant

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
- D'exploitation	81 272	12 474
Produits : - Financiers		
- Exceptionnels		
TOTAL	81 272	12 474
Charges constatées d'avance	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
- D'exploitation	85 466	83 775
Charges : - Financières		
- Exceptionnelles		
TOTAL	85 466	83 775

Commentaires : néant